

Conditions d'utilisation des contenus du Conservatoire numérique

1- Le Conservatoire numérique communément appelé le Cnum constitue une base de données, produite par le Conservatoire national des arts et métiers et protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle. La conception graphique du présent site a été réalisée par Eclydre (www.eclydre.fr).

2- Les contenus accessibles sur le site du Cnum sont majoritairement des reproductions numériques d'œuvres tombées dans le domaine public, provenant des collections patrimoniales imprimées du Cnam.

Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 :

- la réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur ; la mention de source doit être maintenue ([Cnum - Conservatoire numérique des Arts et Métiers - http://cnum.cnam.fr](http://cnum.cnam.fr))
- la réutilisation commerciale de ces contenus doit faire l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

3- Certains documents sont soumis à un régime de réutilisation particulier :

- les reproductions de documents protégés par le droit d'auteur, uniquement consultables dans l'enceinte de la bibliothèque centrale du Cnam. Ces reproductions ne peuvent être réutilisées, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.

4- Pour obtenir la reproduction numérique d'un document du Cnum en haute définition, contacter [cnum\(at\)cnam.fr](mailto:cnum(at)cnam.fr)

5- L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment possible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

6- Les présentes conditions d'utilisation des contenus du Cnum sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE

Auteur(s)	[s.n.]
Titre	Mémoire au sujet des créations nouvelles de 1767 dans les arts et métiers
Adresse	[s.l.] : [s.n.], [1767]
Collation	1 vol. (34 f.) ; 32 cm
Nombre d'images	68
Cote	CNAM-BIB MET 206 (2) Res
Sujet(s)	Offices -- Bourgogne (France) Redevances d'usage -- Bourgogne (France)
Thématique(s)	Machines & instrumentation scientifique Trésors & unica
Typologie	Manuscrit
Note	Don du bureau de la métrologie, ministère de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi, 2010.
Langue	Français
Date de mise en ligne	13/07/2018
Date de génération du PDF	07/09/2021
Permalien	http://cnum.cnam.fr/redir?MET206.2RES

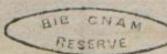
Mémoire

du Sujet des Créations
nouvelles de 1767. dans les
Arts et Métiers.

Le 18. May 1767. Sa Majesté
a rendu un arrêt du Conseil, par le
quel Elle a Réuny à Son Domaine
toutes les offices d'aulmures, Contrôleurs,
Visiteurs & Marqueurs de Toile, créés
par l'ordre du Jauviers 1586. et Juin 1627.
D'aulmures, Contrôleurs, Visiteurs,
& Marqueurs de Draps, créés par l'ordre
de Mars 1571. & 1582. May 1584.
& 8^{me} 1620.

De Jurés Rendus de poison de sucre,
& Sels, créés par l'ordre du Jauviers 1583.

De Mesureurs de Grains créés dans
toutes les Villes & Bourgs du royaume



où Il y a foires et Marchés par l'Edit
Janvier 1569. et 1697.

Ainsi que les Droits D'pendant des
Offices, à quelque titre, que les dits offi-
ayent été Délaisse's, Coue'des, alienés,
affrauchiés.

Et En Conséquence à ce donné, que
les dits Droits feroient perceus à son
profit par les personnes, qu'il luy a
plairoit préposer à cet Effect, à Compt
du 1^r. 8^{me}. 1767. sauf aux Propriétés
des dits Droits, à remettre entre les mds
du Contrôleur Général des Finances,
leurs quittances de finances, ou autres titres
de propriété, pour être procédé à leur
liquidation, sur la Manière accountant
Et susciter à leur Remboursement.
Les offices de Droits établis dans la Ville
de Paris, n'ont point par cet arrêté,
Réuni au Domaine du Roy.

Cette Régie au Profit du Roy a été
remise par arrêt du Conseil du 9. juin
suivant, au sr. Tessier de ses Cautionn,
pour le Jours pendant Dourneaux, à
Comptes du premier octobre 1767. avec
Permission au dit Tessier de faire de ces
Droits Tels pourfumes ou abonnement qu'il
Jugera à propos, sous l'autorisation
de S. M. Cette Régie a été reçue des
lettres patentes du 24. juillet de la même
année, Enregistrée au la. Comptoir des aides de
Paris.

Pour juger quel intérêt la province
de Bourgogne peut avoir dans la réunion
des droits attribués aux dits officiers, au
Domaine du Roy, Il faut du premier lieu
Recourir aux Edits de création desd.
officiers, et Rapeller autant que faire se
pourra, tout ce qui s'est passé en Bourgogne,
Rélatif aux dits officiers, depuis leur

Création, soit par une Déception ou
Soit par des Rachats de la province
Soit par une nou réception des dits
Droits dans la Bourgogne, faute qu'
ces Edits de Crédit y ayeut été
révolts.

On n'a pu se procurer l'Edit de
Janvier 1586. portant Crédit des officiers
D'auditeurs, Visiteurs, Contrôleurs, et Marqueurs
de l'Or, n'y en ayant plus chez les Juys
Mais on voit par Celuy de Juin 1627.
Sur-ordre En la Cour des aides de Paris
Le 28. Du même mois, de l'Exécu-
Commeillement du Roi, qu'il a été
En cette D'officer formé et bénit
des Contrôleurs Visiteurs Et Marqueurs
de l'Or, Cameras, Coutils, fuitainets,
Brillats, En Chaque Ville, Bourg, &
Bourgade, et Lieu du Royaume, ou ille
se faconner, vendent, Et débitent, En

Nombre qu'il sera juge nécessaire, pour
 controller, Marquer, et visiter lesdites
 étoiles, et qu'il ait été attribué aux possesseurs
 des d. offices, un droit de 4^o psao pièce de lin,
 continuant toutes aulnes et au dessous; pour
 pièce de chauve 3^o psao pièce d'étoipes et
 de canevas 2^o; pour chaque pièce de lin,
 chauve, étoipes et canevas, au dessus de
 30. aulnes, le double des dits droits; pour
 chaque pièce de canevas, fustaine, étoiles
 de la largeur et longueur ordinaire de
 2^o; psao chaque pièce de quinze étoiles de
 Cambray, Hollande, Baptiste, et autres
 fines 5^o et pour chaque pièce de toile
 étrangères, les droits suivant que lesd. pièces
 approcheront des plus de celles susdites,
 lesd. droits payables par les marchands.
 Le d^r d^r n'a point été enregistré
 au parlement d'Edijon, et on n'a nulle

Il est à déterminer que l'œuvre que Céleste de 1586. l'y ait été,
ces offices et droits ont
été rachetés, par les fermes quelques recherches qui en ayant été faites
et grammaux des marchands.

Il faut prendre de la
solaissement auprès
d'eux.

Quoique le Roy eut créé en 1704. de
Chargé d'Inspecteurs généraux, communs
Contrôleurs et visiteurs des manufactures
des Draps et autres étoffes, de laine, de
Soie, ou Coton, et de Toile, et de Couverture
gardes des Bureaux ou halles aux Draps,
aux Toiles, et qu'il les ait supprimé le 30. X.
suivant par une déclaration enregistrée
au parlement de Dijon le 15. Janvier 1705
Moyennant une somme de 5,200,000.^{fr}
payable par le Compteur, sur la
représentation des Députés, au Conseil
Communiqué, il n'y a pas d'appareil que
offices dont il s'agit aujourd'hui, quelques
ressentance qu'ils aient avec ceux
en 1627. puissent être compris dans celle
Suppression, puisqu'il n'y s'agit que de
ceux créés en 1704. et que ceux réunis

4

aujourd'huys au Domaine du Roy, s'ont

Crées le 1586. et 1627.

Il n'y a pas plus d'apparence que les deux Lettres de maîtres Jurés Crées dans Chaque art le Métier en 1709. eto
Rachetés par la province en aout 1710.
par un acte D'abonnement ou il est dit
que la province Rachetait les offices des
deux maîtres Jurés dans chaque art et
Métier et Marchandise, Crées le 1709. suivant
que les Mêmes que les offices dont il est
question aujourd'huys, et que la province
ait imaginé racheter autre chose que les
offices des maîtres Jurés Crées le 1709. et
non des offices Crées le 1586. et 1627.

Ce Détail fait penser que les offices et les
droits y attribués n'ayant jamais été
Rachetés, par la province, et n'étant, à
la charge que des corps de marchands
qui s'y trouvent assujettis; C. M. au

Permettant le Rachapt ou l'abonnement
Il Doit plus naturellement Etre fait
par les Corps que Cela regarde.
Immédiatement, que par la proxime qu'
ne pourroit faire (Et Rachapt que par la
Disposition au mare la Sire de la Salle
qui mettroit les habitants de la campagne
dans le cas de fourvoies ou fouds pour
Racheter une Espèce D'Imposition qui le
Est totalement étrangère).

Aubueurs, Visiteurs, Marqueurs
Et Contrôleurs De Draps.

Or il faut prendre des Ces offices réunis au Domaine de S. M.
Séparément auprès des Marchands.
par le même arrêt du conseil du 18. May
1767. avoit été pris par l'edit de mars
1571. des 20^{me} 1582. de may 1584. et D'8.^{me} 16

On n'a pu se procurer aucun de ces
édits, Conséquemment il est impossible
de pourvoir la analyser ici les dispositions

¶ Comme les recherches faites au
Parlement de Dijon, n'ont produit aucun
solairement, ni vestiges de ces édits.
Il y a toute apparence que ils n'y ont
été ni envoyés ni enrégistrés.

Tout ce que l'on peut conjecturer, c'est
que l'arrêt du Conseil du 18. may 1767.
Réunissant ces charges au domaine du
Roy, et ces charges et les droits y attribués
ayant beaucoup de ressemblance
avec celles créées par les édits de 1627.
Concernant le rendement de l'ordre, elles
ont subi les mêmes variations
Consequently, l'objet de ces nouvelles
créations était le même.

Les réflexions faites sur la réunion
au domaine du Roy, des offices, d'auillers,
visiteurs & Marqueurs de l'ordre, paroisses
devoir être communiquées avec celles que
l'on pourroit faire sur celle de

Oulneur, marqueur, et controlleur
de Draps, ainsi on n'ajoutera rien
à ce qui a été dit y devant.

Article Vendredi Depoisson
de Mer, frais, sec, et salé
Ces offices Réunis au Domaine de
Sa Majesté, par le même arrêt du
Conseil Du 18. may 1767. avoit été
Établis par Édit du Mois de Janvier
1583. En titre D'offices formés. Dans
toutes les Villes Bourgues et Lieux du
Royaume, au nombre de six dans le 16
principales Villes et ports du Royaume
et de quatre, trois ou deux, dans toutes
les autres Villes du Royaume, pour
faire vente de tout Lepoisson de mer,
frais, sec, et salé, comme saumons,
mormes, harengs, maqueraux, et toutes
autres sortes et espèces, à la charge

6

De vendre pour les pêcheurs, le
Poisson qu'ils amèneront de leur lieu
payer le Montant, avec attribution du
droit d'un sol pour livre de la vente.

On ne voit point d'Enregistrement
à la suite de l'application de cet Edit,
qui annonce que cet Edit ait été Enregistré
au parlement de Paris, et d'après les
Recherches faites au parlement de Dijon,
Il ne parait pas qu'il y ait été Envoyé
ni Enregistré, D'où l'on peut conclure
que cette création de 1688. n'a eu aucun
Exécution dans la ^{province de} Bourgogne, sans que
pour cela les dits offices aient été rachetés
par la province, ou pas quelques corps.

La Bourgogne ne s'étant pas
plus immissey jus qu'à présent dans le
Rachat de ces offices, Elle se trouve dans
le même cas aujourd'hui, non seulement

Par les Raisons sui dites, mais suer
parecque dans une province aussi
loignée de la mer, il paroit que si
les régisseurs de ces droits, se proposoit
d'en faire la levée, les frais tenuer
reviendroient à plus cheo que le
produit qu'ils la pourroient tirer,
La perception de ces droits ne pouvau
touchoer que fort le peu de poisson que
qui s'y consomme.

Measures de grains créés
Dans toutes les villes du royaume
Ces officiers réunis au Domaine
de S. M. par le même arrêt du
Conseil du 18. may 1767. avoient été
Créés par Edict de janvier 1569. Dans
toutes les villes et Bourgues du royaume
ou il y a foires et Marchés, pour y
mesurer tous les Blés & grains
Vendus, tant par les marchands,

7

forains qu'Etrangers, et il n'avoit
été attribué un droit de deux deniers
pour chaque Boissard Debled, 2
francs, et un denier pour Boissard
de toutes autres Grains.

Ces offices ayant été partis levés, et
dans Beaucoup de lieux, y ayant été
poursuivis par les Seigneurs et les
Magistrats, il intervint un Edict au
Mois de Janvier 1697. Régistre à la
Cour des aides de Paris, et au parlement
de Dijon le ... 1697. par lequel toutes
ces anciens offices furent supprimés,
Sauf à être poursuivis au remboursement
des propriétaires d'yeux, qui en avoient
fait des finances au Roi, et il fut fait
réétré d'autres sous le nom de Jurés
Messieurs le Roi dans toutes les villes
Bourges, et lieux du Royaume, ou il
y a des marchés, en nombre suffisant

Suivant l'Etat qui l'a devoit être arrêté
au Conseil, avec attribution de deux
Deniers pour chaque Boisseau de
froment, mûtier, et seigle, et par le
droit sur la farine; ainsi qu'un Denier
pour Boisseau de toute autre nature
Graine.

Le même Edit permet aux seigneurs
et aux Maires & Échevins, d'acheter
les dits offices pour leur réunio à eux,
et pour le droit attribué aux dits offices
les droits attribués à ces offices furent
fixés le 16. avril 1697. par un arrêt
du Conseil, sur lequel et à proportion
de la République de Paris, à raison de
deux Deniers pour 18. livres 5. onces
pèsant, des Blés Seigles ou farines
en provenant, et à l'égal de toutes
autres sortes de grains, à raison d'un

Denier pour Boisseau de la dite
Meure de Paris. A.B.

On assure qu'il a été
délivré une quittance de
financie le 16. Juillet 1714.
au profit des maires et
écheviins et habitants de la
communauté, et seigneur des
villes et Bourg de la province
de Bourgogne de 33469.
pour l'établissement des offices
de mesures de grain.

Ce fait paroît avoir Besoin
d'une vérification particulière
attendu que les droits attribués
à ces offices ayant été
rachetés en 1700. indifféremment
par la province, et
cumulativement avec d'autres
droits, et le montant du
rachat ayant été
payé la même année,
ces offices n'ayant pas été
renouvelés de 1700. à 1714.

Il paroît singulier que,
ce soit 14. ans après qu'il
y en ait une quittance de
délivré, et que elle le soit
au profit des maires et
écheviins, et habitants, etc
de la communauté, et des seigneurs
de villes et Bourg; et
non au profit de l'état.
faus vérifiés au Bureau
des finances, de quelle date
la quittance de finance,
de combien est le montant
de la somme, et s'il y a eu
deux quittances délivrées,
savoir l'une le 1699. et
l'autre en 1714. j.

On Mois d'août 1700. Les Etats
de Bourgogne Rachetèrent ces offices
de Jures Mesures de grain
avec Beaucoup d'autres offices créés
en différents lieux, moyennant une
Somme de 922,000^{fr}. sans que l'on
puisse voir pour combien ces offices
de Jures Mesureurs de grain y furent
compris.

Ces offices avaient été créés par l'Etat.

A.B. Sur les remontrances des seigneurs particuliers,
maires, écheviins, et habitants des villes, Bourg, etc
délivré, et que elle le soit
au profit des maires et
écheviins, et habitants, etc
de la province de Bourgogne. Il fut rendu
le 23. février 1698. un arrêt du Conseil qui supprima
les offices d'après les dits offices dans toute la province, ou ils n'avaient
pas été levés, sans qu'à l'avenir ils puissent être établis,
sous quelque prétexte que ce soit; Et le à la charge pour les
sus nommés de payer pourant leurs offices la Somme de
55000^{fr}. et les 2^e p^z qui sera répartie par le ^{intendant},
et payée en huit termes égaux de 3. mois en 3. mois,
au commencement des 3. années 1699. et pour éviter aux
frais, l'eut sa Majesté, qu'il ne soit l'apéritif, qu'une seule
quittance, du montant des sommes contenues en l'état de
répartition, laquelle quittance sera déposée au greffe du bailliage
des finances de Dijon, pour en être délivrée des copies à chaque
communauté, et à chacun des propriétaires des droits de
foires et Marchés de la ville de Dijon à payer pour la dette pour
7000^{fr}. et les 2^e p^z.

Enregistré au parlement de Bourgogne
Ces mêmes offres ont été supprimées par celles
que par un Edict aussi enregistré au même
parlement: Il y a qu'à présent la réunion
d'un tel ordonnance que par un arrêté
du Conseil, à la vérité renouvelé de plusieurs
patentes enregistrées à la Cour des aides
de Paris, mais non enlevées et adressées
au parlement de Bourgogne, consignant
lesdites charges ne peuvent être levées,
la perception des droits y attribués,
ne peut également être faite que dans les
villes des Comtés, D'auxerre, Bar-sur-Aube
et Mâcon, qui se trouvent dans le
ressort de la Cour des aides de Paris.
Mais dans le cas où par celles-là
les patentes seraient adressées au parlement
= Cour des aides de Dijon, après avoir
bataillé comme on le fait, à la

3

Scritte du Détail de la Crétion de la
Offices de Visiteurs, Controleurs des poids
et Mesures, les parties différents que la
province de Bourgogne est dans le cas
de prendre relativement à ces créations
D'offices, Si l'administration de la
province se détermine à Racheter à
quelqu'un Des offices rattachés au Domaine
du Roy, par les arrêts du conseil du
18. May 1767, on a abonner le montant
des Droits y attribués, Il paroit que les offices
de mesureurs de grain, sont dans le cas
d'être Rachetés, ou le montant des droits
y attribués, abonné.

En effet ces droits sont une véritable
imposition sur les cultivateurs, D'autant
plus justifiante à un autre, qu'il tombe
sur la Durée (la plus nécessaire) et de
première nécessité, et qu'il est démontré

que C'est toujours à la charge du vendeur
que les droits établis sous pécunie, sauf deux
baissants depuis la proportion des droits
qu'il le doit payer; ce rabais ou abonnement
des droits doit d'autant plus être fait sans
injustice avec une imposition additionnelle
à la tailla, que C'est véritablement le
taillable à la charge duquel elle seroit
Il ne seroit pas juste que les villes
seules s'entrassent dans ce rabais, comme
on le propose par rapport à d'autre objet,
attendu que ce n'est pas dans les villes seules
que les marchés se tiennent, mais qu'il
s'en tient aussi dans beaucoup de
et villages de la province, qui rendent
de publique au paiement du prix des
abonnements pour une imposition générale
On observera seulement, lors de l'
abonnement, que les droits ayant été

Rachetés en 1700. et sa Majesté annonçant
par l'arrêté de son Conseil qui les réunit
à son Domaine, le Remboursement de
toutes les finances faites à ce sujet, il est
juste que la province se trouve, dans cet
abonnement, Remboursée de ce qu'aura
reconnu qu'elle aura payé pour le rachat
de ces offices en 1700. et liquidée, comme
il sera possible de le faire, n'y ayant dans
ce abonnement aucune somme fixe pour
chaque nature d'office ou Droits rachetés,
moins qu'on ne veuille partir depuis
la quittance prononcée desdits Droits être
de 1714. pour 33469.

Visiteur & Contrôleur des poinds
& mesures.

Le 18. May 1767. Le Roi a paru outre
arrêté du Conseil, Révoqué. toutes les aliénations
qu'ibz pourroit avoir faictes, moyennant finance,

à quelque titre que ce fût, des droits
attribués aux offices de visiteurs et contrôles
des poids et mesures, créés par décret du mois
de Janvier 1704. Conformément au tarif
arrêté au Conseil le 19. du même mois,
et ordonné qu'à Comptoir du 1^{er} Janv. 1767.
Tous ces droits seroient perçus à son profit
par ceux qu'il lui plairoit d'y nommer
et ce tant dans la Ville de Paris que
dans les autres villes et lieux du Royaume
comprises au dit tarif, si ce n'est qu'autant que
la ce qui concerne les Moulin(s); en par-
ticular pour autant que le propriétaire ait
droit, le montant des quittances de fiefs
qu'il se justifieront lui avoir payé pour
les affermés.

La Régie de ces droits a été confiée au
même M^r Lévis pour 12. années, par
arrêt du Conseil 1767. et les lettres patentes expédiées en conséquence, ont

Auss y été Enregistrées à la Cour des
 aides de Paris. avant d'entrer dans le
 Détail de ce qui s'est passé par rapport
 à la Perception de ces droits dans l'état
 de la province de Bourgogne, depuis 1704
 Il convient de rappeler iuy que le Roy
 par son Edit de Janvier 1704 avoit créé
 et érigé en état d'offic formés de
 héritaires, dans chaque Ville et
 Bourg du Royaume, ou il y a siège,
 Bailliage, Sénéchausée, ou autres justices
 Royales ordinaires, des Contrôleurs,
 Visitants des poies et Mesures, au nombre
 qui seroit fixé par les Règles arrêtées
 au Conseil, à la charge de visiter et
 au moins une fois l'an, les poies et
 Mesures dont les Marchands usent
 journallement, et leurs avoir attribué
 des droits et émoluments fixés par le

Paris au mesme au dit Edit, à Des taxes proportionnelles aux Marchands qui y soient assujettis; Dont la plus forte étoit de 12. pao au, et la plus faible de 30. dans la ville de Paris, et dans les autres villes du Royaume, ou il se trouvoit compris, aux deux tiers de la dite taxe, dans celles ou il y avoit Evêchés, Baillays, franchises, présidé, Section, Grenier à sel, ou autre à juridiction Royalle, à la Moitie; Et dans toutes les autres villes, Bourgs et lieux, au quart de la somme fixe pour la ville de Paris; les quels offices de contrôleurs et visiteurs des poids et mesures S. M. avoit permis à tous seigneurs laïcs et ecclésiastiques, et communautés des Marchands et artisans de Racheter, soit en finançant ou

Parties Casuëttes, Leprix Den. offies,
soit au su traictant avec les ayeur et
Den. offies.

Mais Den le 30. J^u 1704. S. N.

Dispensa du payement des droits establez
par l'Edit de Janvier precedente, en faveur
des Contrôleurs et Visiteurs des poide et
mesures, tous Cabaretiers, hoteliers,

M. Carrelets, telz nys à
pas d'equitance des fauviets, aubergistes, et autres vendeants
au profit des diff'rents corps
d'artisans, relatives à cet
Objet, et même prendre des
éclaircissements à cet égard
auprès de le receveur.

Et par les dits particuliers payant pour
le Recouvrage des droits attribués aux

^{ou croit qu'il}
^{soit au contrôleur} Collecteurs, Visiteur, des poide et mesures,
les sommes pour lesquelles ils feront
comptes dans les rôles arrêtés par le
fintendant, avec les v. p. t.; la moitié
un mois après la signification du rôle,
et l'autre moitié deux mois après.

Cette Déclaracion porte une exception
pour la franche Comté, L'Artois, La
Flandre, le Hainaut, L'Alsace, et
Le pays de Messin, ou les dits Droits se
trouvoient supprimés au moyen des
offres de la part des dites provinces
acceptées par la Majesté.

Il paroit par le préambule d'un
autre Lois de 1708. que les dits officiers de
Contrôleurs et Visiteurs des poids et
Mesures et leurs droits y attribués
avoient été supprimés par des arrêts
du conseil, dont on n'a pu se procurer
la connoissance; En faveur des
Marchands, artisans, et Maîtres de
Coches, carrosses, et messageries, au
Moyen du paiement d'ha finance
à laquelle ils auroient été taxés;
Cette suppression se trouvant jugée
par le préambule de l'Loi de 1708.

Lequel S. M. ordonne que les
 offices de Contrôleurs et Visiturs des poies
 Et Mesures, Crées par l'Edit de Janvier 1704.
 En ce qui concerne les Moulinseullement,
 seront établis par election dans les payds
 D'elections, et par Baillage et Seigneuris,
 dans les payds, où il n'y a point D'elections,
 pour Visiter les poies et mesures dont on se
 fera dans les moulinx à lau et à vent,
 qu'ils soient du droit de 8^h par moulin
 dont le baillif p^{re} de 1000^h et au delà;
 6^h pour Ceux dont les Beaux sont
 de 600^h et au delà, jusqu'à 1000^h de 4^h
 pour Ceux dont les Beaux, seront de
 300^h et au delà, jusqu'à 600^h et de 2^h pour
 tous autres Beaux au delà de 300^h.
 L'ao^{ût} Cen^{tre}me Edit sa Majesté
 permet le Rachat des dits Droits aux
 propriétaires des moulinx par le pied
 du Denier Diz.

Les Généralités de Montpellier, d'
Foulouze, Montauban, Roussillon,
Béarn, Navarre, Comté de Bourgogne,
metz, Flandre, Bénaulte, artois,
et alsace, sont exemptes par cet Edict,
de cette Crédit, attendu que les droits
attribués aux officiers, ont été rachetés
Deux ans après et le aout 1710.
La province de Bourgogne racheta,
Moyennant au million de livres, le
de droits et officiers établis par différem
Edict et Déclaration, sans distinction
de personnes fixées en particulier, par
le Rachat de chaque droit et officier
particulier, et dans le nombre de les officiers
en droits rachetés, on trouve que les
officers de contrôleurs déposés et mis
dans les moulinets, seulement, crééz par
l'ordre du mois de may 1708. y sont
compris.

Cet Edict de Rachat de 1710. a été suréglistré

au parlement de Dijon. //

Sur une note qui a été
remise. Il paroît que les
droits attribués aux
Contrôleurs des poids
et mesures ont été rachetés,
quoique on ne trouve
pas l'Edict de rachat,
puisque par cette note
on voit qu'il a été délivré
le 7. Janvier 1713. une
quittance de 69753⁴ 18.
pour la financement des
offices de contrôleur, le
visiteur, des poids et
mesures au profit des
marchands, et artisans
des villes et lieux
dépendants de la
Généralité de Dijon.

Sur lequel il est aisé de voir
que S. M. après avoir Révoqué par
l'arrêt du Conseil du 18. May 1767.
toutes les alienations faites des offices
de contrôleur, le visiteur, des poids et
mesures, ordonne que toutes les droits
attribués aux dits offices par l'Edict de 1704.
soient suréglistré au parlement, seront perçus
à son profit à compter du 1^{er} Janvier 1767.
En conséquence la Régie au fr. tenne par
autre arrêt du Conseil, et lettres patentes
suréglistrés à la Cour des aides de Paris;
ce qui met les Comtés d'Auxerre, Beau-
joueyne et Mâcon, dans le fait d'être
assujettis à ce droit, sans cependant
y assujettir le Roi de la province
de Bourgogne, ou les Bâtiments qui ont

On vient de Découvrir dans les archives de la Ville de Dijon, un procès verbal du 18. ^{me} 1705. concernant la Répartition de la somme de 15000. non comprise dans le budget, pour les propriétés communautés des Marchands et Celuy de 1710. qui en ordonne la suppression et arris des dépendances de la Ville, en conséquence d'une ordonnance du 25. mai 1705. par laquelle les dites communautés ont été taxées pour la partie de la province de Bourgogne.

à la suddite somme du tiers de l'honneur du Conseil du 21. 8^{me} 1704. pouvant racheter des rentes annuelles sur des lettres patentes au parlement ou sur des priviléges des Etats, attribuées par le Roi en aides de Dijon, pareilles à celles qui devaient être versées et enrégistrées à la fin des aides de 1704.

Mais en supposant que l'Etat ait des lettres patentes au parlement ou sur des priviléges des Etats, attribuées par le Roi en aides de Dijon, pareilles à celles qui devaient être versées et enrégistrées à la fin des aides de 1704, il reste à voir quel parti l'administration de la province croira de prendre par rapport à ces offres.

Elle froid peut être dans le cas de réclamer le privilége des Etats, qu'il n'en soit fait aucun impositions sur la province sans le consentement des Etats, du regardant cette rétention d'offres comme un impôt nouveau, puisqu'ayant été créées en 1704 à l'exception de l'

Concernant les Mouline, dont il ne peut être
question aujourd'hui, ayant été racheté par
la province en 1710. Lesd. officies étant
exceptées dans l'arrêté du Conseil du 18. may
1767.

Si moins qu'il ne préfère d'offrir une
somme au Roi, pour demander la suppression
de toutes les officies, à perpétuité, ou une
somme annuelle pour l'environnement à S.M.
du revenu desd. droits pendant les 12. d'
années de la Régie donnée au fr. Bezier.
Qui de l'autre de ces deux parties, est sujet
à des inconvenients, si la province rachète
à perpétuité, ou ne peut le faire, qu'il ne
se trouvera pas d'autres occasions, ou les
droits feront Réries, comme on le voit
aujourd'hui.

Si on abonne à une somme fixe par
an, pour 12. années, il en est à présumer que
non seulement il faudra renouveler celo

abonnement dans 12. ans, mais il est lue
à Gravire, qu'il ne faille la augmenter
Le Montant.

Il paroît qu'avant de déterminer sur
le choix de l'un ou l'autre de ces partis
Il faut Considerer quel peut être l'heure
de la perception de ces Droits, l'espèce de
personnes qui y seront assujetties, et pour
fixer le prix d'un abonnement, quel peut
être le montant du produit que le Roy
en Retiendra.

Si l'on juge de l'avis que le passé
on verrà que. Avant de la création de la
Société, l'administration de la province n'
se pressa pas de les racheter, ainsi qu'
plusieurs provinces l'avaient fait, com'
on le voit par l'édit du 30.7.1704.
plusieurs Provinces furent taxées, qu'
est raison, puisque S. M. le ayant
jugé la perception onéreuse au Comme

Elle supprima. D'Elle même Ces offices, et
 les Droits y attribués, et que le 11 Octo-
 quier 1710. que Racheta beaucoup
 D'autres Charges ou'reuse. lo à la province,
 Elle Racheta seulement les offices de Contrôleurs
 et visiteurs établis en 1708. dans les moulins
 dont la perception établie par le Taxif,
 paroisoit être plustot une Taxe réelle
 que personnelle; et que le 11 Octobre
 que le 7. Janvier 1715. que suivant la
 Notte Cydepuis rapporté, il a été payé une
 somme de 69753.¹⁸ En conséquence
 d'un Rachapt fait ou par le corps des
 Marchands, ou par la province, de
 Tous Ce Droits.

Malgré Cela comme on ne peut
 se Dissimuler Comblie la perception
 des droits attribués à ces offices, sera
 visible au Commerce, et qu'Elle Donnera
 lieu à l'autre d'une multitude de Commerces

à la perception de ces droits, que
d'ailleurs ils feront percevoir sur une partie
des particuliers de la province, les plus
miserables, et qu'ils n'y feront pas percevoir
sans des frais considérables, et que
suivant les apparences la province
à déjà jugé convenable de les racheter.
Il semblerait que l'administration ferait
dans ce cas de ne pas s'éloigner de les
abonner, surtout si l'on pouvoit
prévoir à combien pourra monter
le revenu de ces droits, et du moins
si le revenu n'en était pas liquide,
S. M. peut bien accorder un
abonnement de ces droits, favorable
à la province, et que l'abonnement
d'une somme fixe payable, pourroit être
préférable, parce qu'il ferait plus aisément
de trouver la moyenne des subvenus, à
l'imposition d'une somme payable

Le Douze années, que Ceste nécessaires pour
un Rachat Total qui ne pourroit être fait
que par un Suprême.

Comme cependant un abonnement de Douze
ans, deviendroit suivant toutes les 16
apparues une imposition perpétuelle; et
que les Charges ne seront pas les seules que
la province se trouvera dans le faire
d'acheter, ou d'abonner, d'après le détail
des créations ordonnées, qui à été fait,
et sera continué dans le Reste de ce mémoire,
et que on pourroit peut être trouver des
facultés en abonnans tous les droits
attribués aux officiers crus à la fois, qui
fut plus avantageux à la province,
ce que les circonstances l'avaient approuvé;
Il paroit courrouxable de ne pas fixer à ce
sujet aux députés que l'administration
changera de traiter de ce Rachat, en leur
laissons la faculté d'en faire un rachat

perpétuelle ou annuelle, suivant que
Il pourra être fait plus avantageusement
pour la Province.

Cependant la perception des droits
attribués aux dits offices ne paraissait
pas leur avoir pris toute la courtoisie
nécessaire, et d'ailleurs l'exemple de 1708
n'était pas assez eloigné, pour qu'on ne
se souvienne pas que le 30.7.1708
R. et M. voulut bien annuler ces
offices qu'il avait créés au mois de
Janvier précédent, quoique les droits
puissent être perceus dans les coulets de
D'auxerre, Bawfusseyne et Mâcon,
Il paroit que la Province de Bourgogne
est dans le fait de hâiner leur école
quelque temps avant de faire quelques
démarches vis à vis le ministre, à
sujet.

Ceux qui feront Changés de l'en faire,
 pourront avec grande raison justifier
 par un abonnement Modique, du
 regard au peu de produit qu'il rentreroit
 de la Régie de ces droits, dans les
 coffres du Roy, par la quantité de
 commis que le sr. Lévisier et ses caution
 feront dans le cas d'établir pour
 en faire la perception. et s'il est
 prouvé que ces droits ayent été rachetés
 comme on l'a vu par le détail de la
 note cy-dessus moyennant la
 somme de 69753⁴ 18⁰ il sera tout dans
 le cas au terme de l'arrêté du conseil
 du mois de mai 1764. d'en demander la
 compensation par le produit de l'abonnement
 de ces droits, soit en diminuant d'autant
 le montant d'un abonnement annuel, soit
 en l'ajustant par le total d'un abonnement
 perpétuel.

Offices de Priseaux &
Vendeurs de Meubles &

Le Roy par son arrêt Du conseil
Du 18. May 1767. à réuny au Domaine
De la Couronne, Les offices Des priseurs,
Vendeurs, De Biens meubles, Orés la ferme
1556. et Mars 1576. et même antérieurement
Des uns De ceux D'huinier & t. sergents
Royaux, par l'Edit De 1696. ainsi que
Les droits attribués aux d. offices, pour
La jouissance à être faite au profit
Des sa Majesté par leur qu'Elle
Biométra à Coupler Du 1^{er}. 8^{me}. 1767
Dans tout le Royaume, Excepté la
Ville de Paris, et ordonne le remboursement
De toutes les finances Des d. offices
De leurs Vendeurs Des Meubles &

13

La Régie des dits Droits a été confiée
au même M. Tessier par arrêt du
Conseil du 9. Juin 1767. et par les lettres
patentes susd. enregistrées à la Cour des
aydes de Paris.

Édit du Roi du mois de février 1558.
Lequel ne fut enregistré au parlement
de Paris, qu'en Juin 1557. avec des
modifications non relatives à la partie
de l'enregistrement, ordonne que dans
toutes et chacune ville, bourg, et
Bourgades du Royaume, ayant siège
et juridiction royale, il sera
créé et établi en titres d'offices formés
queux priseurs, vendeurs, de meubles
ou nombre suffisant, pour priser
et vendre tout office mobilier
dans lequel sera vendus, ou volontairement
ou forcément, avec attributions de

4. p^o p^o du pris^e de la pris^e, pou
la pris^e, et autres p^o p^o du
pris^e de la vente, pou la vente.

On n'a p^u se procurer l'edit de mars
1676. ainsi on ne peut la rapporter
s^o le Disposition 6.

Q l'edit du mois d'octobre 1696. régi
à paris le 16. 9^{me} de la même année, et
à Dijon le 2. Janvier 1697. Désunis les
Offices de priseurs Vendeurs de meubles da
tout le Royaume, à l'exception de la
ville de paris, des offices d'auant le
Sergent Royaux, ordonne le remboursement

Des finances qui auroient pu être
 faites par les huissiers et sergents,
 Leur Décret de continuer les fonctions
 de priseurs vendeurs de meubles, etc
 attribués aux officiers nouvellement créés,
 à l. p. p. du prix des ventes qu'ils feront,
 qu'il ordonne qui feront tenus par le
 Denier le provenant d'elles, leur accordé
 pour chaque Rolle de grande valeur
 prisés par baux, 2^o c.^o et par elles 2^o 6^o
 pour chaque des oppositions qui
 pourroient étre faites aux ventes, non
 compris le control et le payement.
 La Déclaration du 12. Mars 1697.
 Confirme tout ce qui est contenu dans
 l'Edit de 1696. à l'exception, qu'au lieu
 de l. p. p. qui, par cet Edit, étoient
 attribués aux priseurs vendeurs des
 Meubles, Elle permet aux officiers
 de prendre les mêmes droits de

Yacation, dont avoient joui jus'qu'à
Ceux qui Exercoient les fonctions de
princeps Vendeur De Meubles; Cette
Déclaration leur permet la même
de faire les fonctions d'huissier, et
des sergentz, relatives aux ventes, et même
de faire les commandements qui précèdent
immédiatement l'exécution des
ventes.

S. M. Déclare, En même tems
qu'il n'entend rien prouver à l'égard
des seigneurs & hauts Justiciers, dont les
officiers pourront faire les prises et
ventes des meubles entre les justiciables
de leurs justices, et au nom des seigneurs
mais de leur juge, suivant un
mode particulier déjà cité; Ces officiers
pouvoient avoir été levés par des partisans
ou partisaniés, à des jurisdictions ou à
Compagnies de notaires, mais ce qui fait de

Plus suo, C'est que, Ces officies et
 Droits y attribués, furent rachetés par
 La province de Bourgogne au mois d'août
 1700. Moyennant une somme de
 922000⁰⁰. Mais le Collectivement avec
 Beaucoup d'autres officies Rés, et droits
 y attribués, au moyen De quoy Il
 n'est par possible d'évaluer pour
 Comblie la suppression de ces officies
 est entré dans le Rachapt qu'a fait
 La province de Bourgogne en 1700.
 Les termes justes dans ce Rachapt,
 sont si précis pour appuyer que
 La province que ces officies n'escront jamais
 Rés, qu'on ne peut se dispenser de
 les Raporter iey la Justice, avoué
 supprimé à supprimé, dans le
 paylo, y est dit, les officies de juri
 piseurs vendus de meubles Rés

par un autre Edit du mois de Septembre 1690
ensemble. Tous les droits attachés aux d.
offices sans qu'ils puissent être rétablis, &
l'avenir, et d'ajouter que cet Edit devra
être enrégistré au parlement de Bourgogne
Si malgré une suppression si claire
prononcée, il est adressé au parlement de
Dijon, des lettres patentes qui rétablissent
les d. offices avec leurs droits, et leur
accordent la jouissance aussi. Tous les
comptes, l'administration de la
province se trouvera dans le même état
ou elle se paraîtra aux créations
d'offices, dont il n'est déjà d'heureux
comptes, et les raisons par lesquelles
les mêmes que l'on pourroit dire
rétablir avec les offices de priseurs
de meubles, ou se contentent de
l'ordre de l'expédition, à ce qui a été dit ci-dessus
En observant seulement que au cas

D'abonnement, il sera tenu de compenser avec le pris de l'abonnement, la monture de sa somme qui sera reconnue avoir été payé par la province, lors de l'abonnement de 1700.

On ne peut se dispenser cependant de faire deux observations; la première que les officiers n'ayant pas tenu dans les justices des seigneurs, suivant la déclaration de 1697. Ce rachat semble devenu moins important pour la partie des taillables de la campagne, puisqu'ils habitent pour la plus grande partie dans les terres des particularités, où les créations d'officiers ne parviennent pas à devoir avoir lieu.

La seconde observation que l'on ne rendra peut-être pas aussi bien, qu'il ou le voudroit, provient de ce qu'il dans les derniers cahiers de la province de

Bourgogne, présentés au Roy en 1767.
il y a une Demande de l'Intendant, à ce qu'il
ne fait pas pressé un Double Droit de
Contrôle, sur les ventes De meubles &
Effets mobiliers, le premier sur le montant
de l'estimation de la prise de meubles,
le second sur le montant total des
meubles, mais seulement sur l'ensemble
de la vente de la prise, et que le motif
pour lequel le droit soit exigé double,
Si l'on à bien entendu le raisonnement
de M. Boutin Intendant des finances
à cet égard, Est parce que n'y ayant
point d'offices de priseurs vendeurs de
meubles, en Bourgogne, où ces fonctions
sont faites par les huissiers ordinaires
le Double Droit est dans le cas d'être
exigé, ce qui ne ferait pas, s'il y avoit d'
offices de priseurs vendeurs de meubles
d'établis, il ferait peut être alors

Plus avantageuse à la province de l'ain
lever les offices, si elle étoit assurée, qu'il
ne seroit point exigé de double droit
de contrôle, sur le montant de sa
prise, d'une part, et sur le montant
de la vente d'autre. Mais comme on
ne peut que s'en flatter, cette partie
des revenus du royaume, faisant partie des
biens de la forme générale, on peure
que cette réflexion ne doit pas empêcher
que la province ne songe à faire
le Rachat ou abonnement de ses droits
qui ne peuvent, si personne percevra que
l'estate à charge pour les habitants
de la Bourgogne.

Droits attribués aux offices
De Jures, MoulEURS et Visiteurs, &
Des Bois et Charbonniers.

Par l'arrêté du Conseil du 18. may 1767
S. M. Révoque toutes alienations
à quelque Etre que ce soit, et en faveur
de quelque Personne que ce soit, même
En faveur des paye. d'Etats, Des droits &
attribués aux offices De Jures moulEURS,
Visiteurs, CompteurS, MepureurS, et
Peseurs de tous les Bois et Charbons
à Bruler, amenués par l'arr. de Paris
dans toutes les villes et faubourgs du
Royaume, à l'exception des villes de
Paris, Lijow, et Rouen, et ordonne, qu'à
Compter du 1^{er} 8^{me} 1767. les droits
attribués aux offices créés par l'Edit
de Mars 1696. seront perçus à son
Profit.

La perception des droits attribués à ces offi-

à été Confié au sr. Leissier, par le
même arrêté du conseil, et lettres
patentes l'enregistrées à la cour des aides
de Paris, cyデfinist rapportées.

L'edit de 1696. qui établit les offices
et y attribue des droits à été enregistré
au parlement de Paris, le 16. avril
de la même année, et au parlement
de Dijon le 14. May suivant.

Par cet edit, il est créé des offices
de Jurés, mouleurs, fuitiers & fourgeurs,
mesureurs, et peseurs, de tous les
Bois à Brûler et Charbon, à tel
nombre qui sera jugé nécessaire
établis, pour les acquéreurs le faire les
fonctions, et pour les droits y attachés,
tout aussi qu'en jouissant le 10
Mouleur de Bois, et mesureur
de charbon à Paris.

Les droits attribués auxd. offices, sont
de 3.^e p^t du prix du Bois & Charbon
ou le Bois sera vendu 6.^e la corde de
au Désoulo.

De 2.^e 6.^e p^t ou il sera vendu depuis
6.^e Jusqu'à 10.^e

Et 2.^e p^t ou il sera vendu 10.^e et
au dessus, et pour les Bois qui se vendent
au poids, l'ensemble des fagots, Cotelets,
et autres Bois & Brûlés à proportion
à l'effet de quoy les Intendants
seront autorisés à arrêter un Tarif
dans les Lieux, ou le prix du Bois
sera fixé, et pour les autres, ou le prix
du Bois n' seroit pas fixé, à la faire
suo leur estimation faite avec le
Maire et le Chevalier des Villes ou les
offices éminents près.

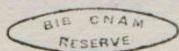
Le Même Edict suppose toutes
l'exception de ce droit, même au

Profit des personnes à qui le Roy
accorde du Bois Pour leur Chauffage.
Il n'y a d'excepte dans cet Edit
que les Bois et Charbons provenants
du Gîte des Bourgeois, qui leur feront
l'envi pour la provision de leur maison
seulement.

S. M. Permet par cet Edit aux
Villes et communautés d'acquérir les dits
offices, et de les faire exercer par qui
bon leur semblera.

Les villes de Bourgogne où les offices
ont été créés suivant l'Etat annexé
à l'Edit, sont celles,

De	Dijon	
	Mâcon	
	Auxerre	Moulins
	Autun	
	Châlons (sur Saône)	Avallon
	Bourg (en Bresse)	Aray le Due
	Beaune	Chatillon (sur Seine)
	Senlis	Auxonne
		Ornans



La quotité de la fixation des droits
attribués à ces offices, a été faite depuis
par un arrêté du Conseil du 29. aout
1767. par lequel S. M. ordonne que
Conformément à l'Edit de 1696. il soit
formé des tarifés par Messieurs les
Intendants, de ces droits sur les prix
actuels des d. Bois et Charbon, dans
les Villes et faubourgs, ou les d. Charb.
ont dû être créés, lesquels pourront
être fixés par Mesures de Bois et de
Charbon, par charges, par aunes, ou par
voitures. Un, ou de deux chevaux,
en se conformant à la proportion des
droits établis en 1696. et au attendu
l'exécution des tarifés, S. M.
ordonne que ces droits soient perçus
sur les anciens tarifés, dans les Villes,
ou il y en a, et dans celles où il n'y
en a point, à raison de v. p. p.

Du prix du Bois, et d'1. C. P. Duprin
du Charbon.

L'Exécution de la perception des droits
attribués à ces Charges, ne peut souffrir
aucune Difficulté dans les Baillages
et Comtés d'Auxerre et de Mâcon, et non
à Bar-sur-Saône, non compris dans l'état
des villes sujettes à la création de charges,
ou la Régie des D. Droits, a été enrégistrée
à la Cour des aides de Paris, on pourra
peut être même prouver que rien ne doit
arrêter, même la Bourgoigne. Cette Exécution,
puisque l'ordre qui établit ces charges le
1696. et fixe les droits y attribués, a été
enregistré au parlement de Dijon, et
au moins qu'on ne retrouve les preuves
de la quittance de ces droits, comme on
l'a vu cy-dessus, et qu'il n'y a aucunement
que ces Charges ayeat été comprises
dans les différents Rachats de

Création des Chargos que la province
a fait en différents tems, à moins que
l'on ne juge que Sa M. n'ayant pas
voulu user de ces droits depuis leur création
en Bourgogne, il est nécessaire de faire
connoître par une loi suré registrée au
parlement, que l'intention de S. M.
est actuellement de les faire percevoir à
son profit, et d'en confier la régie
au sr. Cassier.

On ne peut empêcher de trouver
très étonnant que ces droits n'aient pas
été rachetés par la province, tandis qu'il
a été racheté toutes les créations d'offices
qui ont été faites dans ces tems-là, et qu'il
le Roi en permettait le rachat,
d'autant plus qu'il ne paraît pas qu'il
ayant été rachetés par les villes, &
notamment la ville de Dijon
qui y estoit assujettie, et dans les

Registres de laquelle, quoiqu'il y ait
cherché, on a rien trouvé.

La non perception de ces droits, &
jusqu'à ce jour, et la non vente de ces
offices, sembleraient indiquer, qu'ils ont
été compris dans quelque Recouvrement
implicite, et que l'É. M. à peine
l'avoit vendu que la Bourgogne les ayaient
acheté, ne devoit point y être assujetti;
mais comme les raisonnements ne peuvent
justifier, pour procurer à la Bourgogne,
la libération de la charge de ces droits,
ou pour demander à être Remboursée
d'une somme qu'elle a probablement
faite, et qu'il faudroit de preuve, &
positives pour la demander; il paroit donc
que d'après les observations précédentes,
Bourgogne a presque toutes les différences de
réunion. D'offices traités dans le mémoir,
si l'administration juge à propos de

A. #

à moins que on ne retrouve les preuves de l'existence de la quittance de ces droits suoués dans une note particulière avoir été délivrée le 17. 8^{me} 1698. pour la somme de 194900.

dont à la charge de la ville de Bourgogne 163900. à la charge de Maconnais 19600. et à la charge des payens de Dijon Budget grec 10000. suivant le détail y appartenant

Il n'y a

à Dijon 60000.
auxonne 6000.
St. Jean de l'âme 2000.
nuits 2500.
Beaune 10000.
Jeuvoluonnois 8000.
Montbard 2000.
Saulieu 4000.
Flavigny 800.
Avallon 5000.
Arvey le due 4000.
Noyers 1500.
Châtillon 7000.
St. Sylve 3000.
Barbusseigne 1500.
Auxerre 40000.
Chalon 15000.
Semur 3000.
Verdun 1000.
Louhans 4500.
Autun 8000.
Montceau 500.
Bourbonnancy 1000.
Charolles 1500.
Jeuvoluonnois 200.
Notay 500.
Mont St. Jean 200.
Spaine, Jy 200.

tot. 163900.

Macon tot. 16000
Tournoi 19600
auxy 600

183500.
Bourg 4000.
poudrevaux 1000.
poudrevaux 1000.
Bâge 1500.
moulin 300.
Arenberg 1400.
Belay 1500.
hautres 500.
lauret 500.
grec 500.
tot. 194900.

L'abonner, il ne la doit prendre de parti

Sans déclaration, tant qu'il n'en

sera égagement. De l'arrêt du Conseil

du 18. may 1767. que suivant une ordonnance

faite pour Racheter ces offices, puisqu'il

n'y a aucun vestige que la province les

ait racheté. A. #

On observera que l'extinction de

Ces droits paroit très intéressante dans

les villes où la perception en est ordonnée

puis qu'à Dijon Cela augmentera le prix

du Bois de préz d'un Dixième, puisqu'

le Moule de Bois y vaut l'urion

9^{me} et que les droits sont d'urion 18.

Cette imposition paroissant suivant

L'edit de création de Cerfouin, 1760

à charge, que 14. Ville de la province

Il semblerait, ces villes étant sujettes de

les Rachets, qu'elles fassent éternellement

Ce Rachet, puisque ces droits ne concernent

que les habitants de ces villes, cependant
comme il paroit assez démontré, que l'ors
d'une imposition sur une chose, en
quelque façon de première nécessité,
la charge s'élargit à partie
sur la province, et sur l'acquéreur, peut-être
l'administration trouverait-elle moins
difficile d'en faire porter une partie
par les propriétaires taillables des fonds
situer dans toute la province, en
rendant le prix d'un abonnement
annuel, ou d'achats perpétuelle,
commun, à toute la province, au lieu
qu'il ne paroit à la charge que de
14. villes de la province.

Mais comme d'après la note dont
il vient d'être rendu compte, il se
trouve plus de villes comprises dans
le réachat de ces droits, qu'il n'y en avoit
de comprises dans les dits qui leur établit

Il paroitroit plus juste dans le cas, que
l'administration se determineroit à
abonner le Montant de ce droit,
à une somme fine par an, que les
personnes qu'ille chargera de traitter
Cet abonnement demanderoient que le
Montant en soit réparti sur toutes les
Villes comprises dans l'Etat CyDapu
dans une proportion raisonnable entre
elles, dont le Montant seroit réservé
par le fermier des octrois de chaque ville
à la faim du trésorier général Bay
aumé; et comme la somme courue
pour le prix de l'abonnement, étant
portée sur frais et nouveau au
Trésor Royal, il seroit juste que
S. M. traita favorablement la
Province, à ce sujet; l'abonnement
pourroit être fixé demain, à ce que
Le droit se trouva réduit à un sol gr.^m

Sous les villes dont elle pourroit
de donner auys par la perception d'undroits
modique à l'entrée des villes, lequel
pour nouveaux frais de commis, pourroit
estre perçu, par les fermiers de leurs octrois
ordinaires. / .

S. P. S.

Résumé,

Pour Résumer tout ce qui vient
d'être Détailé et proposé, il paroit
que des quatuor arrêt du Conseil dont
le premier Contient quatre réunions
d'offices aux domaines du Roy, avec
des Droits attribués aux d. offices,
dans le cas où la province fer
Détermineroit à racheter Ces offices,
ou à abonner Ces Droits, les trois
premiers d'après l'offre peuvent
ne pas être Rachetés, ni le droit d'
y attribuer abonné.

Scavoir C'en D'autre part,
Visiteur Contrôleur et marqueur

de Toiles, Crées en 1586. et 1627.

Cœux d'autel, Vîteurs, Marqueurs
et Controleurs de Draps, Crées en 1571.

1582. 1584. et 1620.

Cœux de Jués Pendours Depoissons
Demur frais, Sec, et Sale, Crées en
1583.

Et qu'il n'y a que ceux des usages
de grain Crées en 1569. et 1697. qui
soient dans le fait d'être Rachetés, &
Défalcation faite de ce qui pourra être
Liquide revenu à la province dans le
Rachat qu'il a fait de ces offices
en 1700; et si la partie de la quittance
de finance devant offerte, du mois de
Juillet 1714 en reconnuë de celle
de 33949. qui paroit avoir été
payée par avance. Les corps, communautés
et Seigneurs qui avoient intérêt, à la
non perçution de ces droits; & que

Le Montant du prix de l'abonnement
des Droits y attribué, si C'est les
parties que l'administration préfère,
pourra être imposé suoloutte le 1^{er} ⁹
Contribuable aux impositions,
du Mare la lire d'elles, sans
justice.

Que les offices de Visiteur & Contrôleur
des poids et Mesures, des 1704. et
des Droits y attribués, dont la perception
au profit du Roy a été ordonnée
par un second arrêt du Conseil du
18. May 1767. soit dans le cas d'être
rachetés, ou les Droits y attribués abonnés,
Et que le Montant de l'abonnement
doit être imposé suoloutte la province.

¹ D'affaiblissement
de 697 83¹. 18^{er} payé
suivant la quittance
du 7. Janvier 1715. par
tous ceux qui avoient
intérêt à la suppression
de ces offices, lors que la
route de cette quittance
avait été constatée.

Que les offices de Priseur & Vendeur
de meubles des 1766. et 1796. réunis
au Domaine de la M., par un troisième
arrêt du Conseil du 18. May 1767. soit

aussi dans le cas d'être rachetés, ou les
Droits y attribués, abonnés, de scéléation
faîtes de ce qui pourra être liquidé
revenu à la province, dans le rachat
qu'ille a fait de ces offices en 1700. et
le paiement de l'abonnement imposé
sur toute la province).

Que les Droits attribués aux offices
de Jurés, Nouleur et Visiteur de
Bois et Charbons, créés en 1696. et
ordonnés être perçus au profit de
S. e M. par un quartierme arrêté
du Conseil du 18. May 1767. sont
dans le cas d'être abonnés par la
Province, et que le montant du droit
soit réparti par toute la ville de la
Province Comprise aux Etats, et où
les Droits pour d'autre cas d'être
perçus M. J.

P. G. Contred

R. G. Contred

Addition au Mémoire

Concernant la Réunion que le
Roy a fait de différents offices
du Son Domaine.

Clés Moulins, Visiteurs de Bois Et Charbon.

Il paroit dans des copies d'un arrêt
du Conseil du 14. aout 1696. que le
Roy voulant traiter favorablement les
Villes et Bourgs de la Généralité de
Bourgogne, a accepté leurs offres et en
conséquence octonné que la somme
de 207000^{fr}. avec les v. p. p. seroit
payée par elle suivant l'état de
répartition arrêté au Conseil, un tiers
après la signification du d. état,
et les deux autres tiers en six
payements de deux Mois, en deux mois,

Pour tenir lieu de la finance des
offices créés par l'edit de Mars 1696.
Cet arrêté décharge la conséquence de la
Maire et lehervier de l'exécution du dit
edit, et permet aux villes et communautés
d'en user pour la police de la visite des
Bois et Charbon, comme elles faisaient
avant l'edit.

Il ordonne en conséquence, que la somme
à laquelle chaque ville sera jugée
sera répartie avec ses frais de recouvrement
parmi tous les habitants des villes, par les
Maires et leherviers, ou la Maire qui
aviseraont par leur délibération, qu'ils
feront approuver par l'intendant.
Ce qui permet d'adjuger les droits attribués
aux offices, à des adjudicataires, pour les
faire percevoir, à la charge par
l'adjudicataire d'en faire l'avance.

Leuopermet auxy d'ayssunter des
Somme le pouo lesqu'elles lez. Villes
Seront taxées, dont le Remboursement
Sera fait suo le prix de l'imposition
ou de l'adjudication.

À la suite de cet arrêt est une copie
de partie de l'Etat arrêté par le Roy,
par lequel on voit que la Ville de
Dijon a été taxée à 60000^{fr}. pouo
Le principal du Rachat de fiefs,
et à 6000^{fr}. pouo les V. pL.

Que ces arrêts Etat ont été rendus
Exécutoires par l'Intendant de la
Province le 4. 7^{me} 1696.

On voit auxy que cette somme a été
payée par la Ville de Dijon, suivant
quittance de 60000^{fr}. du 17. 8^{me} 1696. et
que les V. pL. montant à 6000^{fr}. ont
été payés par la D. Ville suivant quittance
du 17. 8^{me} 1698.

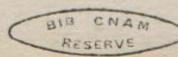
Sav arrêt du 15.9.1697.

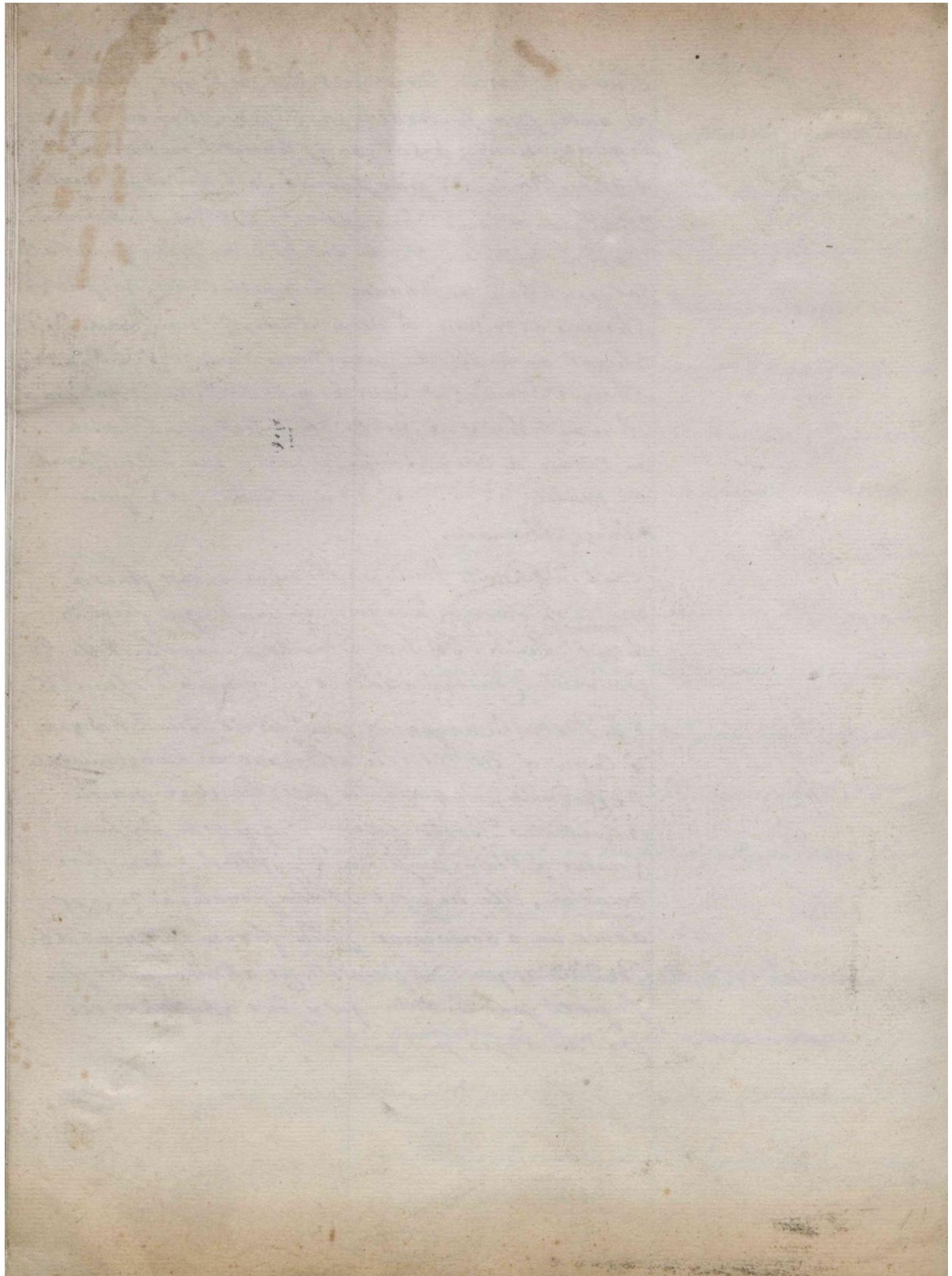
Lez. Droits dont la régie avoit été donnée aux
Feissier et ses Cautionns, pour être percus pour aut
Lez. de l'Est de 1696. ont été fixés sur le bas
Dans les Villes ou il y a parlement, ou autre Cours
louveraine, à 30.° pao chao, ou chariot à 4. roues,
à 10.° pao cent de fagots ou cotherte, à 5.° pao cent de
Bourreés, à 2.° pao soume de cheval, ou mules, à
1.° pao charge d'âne, et à 9.° pao charge d'hommes
Dans les Villes ou il y a Evêché ou siège prévidal
à 25.° pao chao, ou chariot à 4. roues, à 15.° pao chariot
ou Voitures à 2. roues, à 7.° 6.° pao cent de fagots ou
Cotherte, à 3.° 9.° pao cent de Bourreés, à 1.° 6.° pao
soume de cheval, ou mules, à 9.° pao charge d'âne, et
à 6.° pao charge d'hommes.

Et dans toutes les autres Villes à 15.° pao chao ou chariot
à quatre roues à 10.° pao chariot ou voiture à deux
roues, à 5.° pao cent de fagots ou cotherte, et à 2.° 6.°
pao cent de Bourreés, à 1.° 3.° pao soume de cheval,
à 9.° pao charge d'âne, et à 6.° pao charge d'hommes.

Dans le Charbon dans les villes ou il y a partements,
ou autre (que souveraine), à 5.^e pao Chao ou Chariot
à quatre Roues, à 50.^e pao Chariot ou Voiture
à deux Roues, 3.^e pao soume de Cheval, ou mulet,
2.^e C.^e pao Charge d'âne, et 2.^e pao Charge d'hommes.
Dans les villes ou il y a Béchés ou siège préfectoral,
50.^e pao Chao, ou Chariot à quatre roues, 40.^e pao
Chariot ou Voiture à deux Roues, 4.^e pao soume de
Cheval ou mulet, 8.^e pao Charge d'âne, et 1.^e C.^e pao
Charge d'hommes; et dans les autres villes 50.^e pao
Chao ou Chariot à quatre roues, 30.^e pao Chariot,
ou Voiture à deux Roues. 3.^e pao soume de Cheval
ou Mulet, 1.^e C.^e pao Charge d'âne, et 1.^e pao
Charge d'hommes.

¶. Droits soumis par le même arrêt fixés à
moitié la valeur des propriétaires qui feront
entre leur Bois et Charbon dans les villes
proportion consommation et provenance de leur Bois.
Ce détail ne paroît pas devoir rien changer
à ce qui a été dit Relativement à la consommation
de froids, ce qui a été fait en 1696. paroit
au contraire devoir prouver, que si la province
peut à moins au secours des villes dans cette
occasion, elle ne peut y moins prouver au contraire, et
avoir un abonnement plus favorable, mais à la
condition que le prix de cet abonnement sera
supporté par les villes qui y sont assujetties, et
par la voie judiciaire.





Droits réservés au [Cnam](#) et à ses partenaires